

# ZOOM



Bienvenue à Saint-Narcisse et à Rougemont D 2 et D 3

Troisième bulletin des chefs D 5

## ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2004

# Les chefs dans votre salon

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ «Oui, monsieur, vous aviez le choix!» Par cette phrase accusatrice, Brian Mulroney a fait virer le vent électoral et coulé John Turner, en 1984. Coup d'œil sur un exercice démocratique incontournable, le débat des chefs.

Lundi soir, quatre messieurs bien mis, rasés de frais, souriants et spirituels, au besoin, ayant potassé des dossiers et préparé quelques phrases choc pour vous impressionner, s'inviteront dans votre salon. Pour lequel voterez-vous?

La campagne électorale les ramène, les débats télévisés des chefs politiques. Lundi soir, sur les réseaux de télévision français, et mardi, en anglais, le libéral Paul Martin, le conservateur Stephen Harper, le bloquiste Gilles Duceppe et le néo-démocrate Jack Layton croisent le fer dans une joute maintenant incontournable pour leur profession.

**Au débat des chefs, tout peut se jouer sur une impression, une phrase malheureuse, un tic nerveux**

Les politiciens auront consacré des heures à se préparer avec une armée de conseillers. Pourtant, tout peut — et devrait — se jouer sur une impression, une phrase malheureuse, un tic nerveux. Dieu qu'ils doivent haïr cela.

«Ah, ça oui, ils jouent leur avenir, commente Jean-Herman Guay, politologue à l'Université de Sherbrooke. Alors que tout le reste de leur action est passablement balisé, ils sont livrés à eux-mêmes sur le plateau de tournage. Je pense qu'ils craignent» ce moment, dit-il en faisant allusion à l'énorme pression qui sera sur leurs épaules.

«Lancétre de la télé-réalité, c'est ça, estime Luc Dupont, professeur au département de communication de l'Université d'Ottawa. C'est une seule prise. Il n'y a aucune marge de manœuvre.»



Au Canada, la tradition du débat des chefs s'est installée en 1984. Le conservateur Brian Mulroney sert un uppercut à John Turner.

MONTAGE LE SOLEIL

Le tout premier affrontement a eu lieu — il ne fallait pas imaginer autrement — aux États-Unis. C'était en 1960. Le jeune John F. Kennedy affrontait un Richard Nixon mal rasé, gripé, l'air malade.

Un classique, exprime Luc Dupont. «Un pourcentage significatif de gens vont écouter le débat à la radio. Il va se passer quelque chose. Ceux qui ont écouté la radio ont trouvé que Nixon maîtrisait les dossiers. Les gens qui l'ont regardé étaient, eux, convaincus

que Kennedy avait gagné. Le jour de l'élection, M. Kennedy va l'emporter (à la présidence) par la plus mince majorité de l'histoire.»

Deux ans plus tard — et six ans avant un premier essai semblable au Canada —, ce sera au tour de Daniel Johnson père de subir et de perdre la dure épreuve de l'image. Le chef de l'Union nationale arrive crevé, sans préparation, face au libéral Jean Lesage.

«La légende veut que M. Lesage se faisait bronzer sous une lampe solai-

re alors que son opposant avait fait campagne toute la journée, reprend Luc Dupont. Encore là, on connaît la suite de l'histoire.» Le libéral a remporté une éclatante victoire.

Ces premiers essais ont rendu la classe politique hésitante. Les débats ne s'ancreront dans les mœurs qu'en 1976 chez les Américains. Les Québécois attendront 32 ans avant que ne se répète l'affrontement entre candidats au poste de premier ministre du Québec.

Au Canada, après des débats en 1968

et 1979, la tradition s'est installée en 1984. Mais quel débat! Le conservateur Brian Mulroney sert un uppercut à John Turner.

Au chef libéral qui bafouille n'avoir eu d'autre alternative que de vivre avec les nominations partisans effectuées par Pierre-Elliott Trudeau, M. Mulroney réplique: «Non, monsieur, vous aviez le choix». Le Parti progressiste-conservateur qui concédait une dizaine de points

Voir CHEFS en D 5

## Les électeurs restent sourds au message libéral

RAYMOND GIROUX  
RGiroux@lesoleil.com

■ MONTRÉAL — Le message libéral tombe dans l'oreille d'un sourd, et ce sourd s'appelle l'électeur canadien. À deux jours du premier débat des chefs, Paul Martin se retrouve neutralisé et ses coups fort rares portent dans le vide.

Son rival Stephen Harper, lui, évoque prudemment la possibilité de diriger un gouvernement conservateur majoritaire, un résultat jugé illusoire il y a trois semaines à peine.

M. Martin s'attendait pourtant à une bonne semaine politique, à partir des cérémonies émouvantes sur les plages de Normandie, dimanche dernier, jusqu'à sa participation au sommet du G8 à Sea Island, au large de Savannah.

Mais le premier ministre est tombé sur un os. Rien n'y fait, M. Martin n'a pu troquer son costume de chef du Parti libéral et s'est réveillé hier matin en lisant à la une du *Globe and Mail*

que son parti se retrouve «dans une spirale» descendante.

Pire encore, sa campagne «internationale» en a pris pour son rhume avec le retour sur scène de Brian Mulroney, à l'occasion du décès de l'ancien président Ronald Reagan. Comme tout ce qui peut porter ombrage à M. Martin favorise directement son rival Stephen Harper, M. Mulroney s'est fait un plaisir d'aider le chef conservateur.

L'auteur du constat coup-de-poing sur l'état des libéraux, David Herle, coprésident la campagne électorale du PLC, a suffisamment d'ennemis dans le parti pour qu'une conférence téléphonique

entre lui et un certain nombre de candidats, jeudi, soit coulée aux médias.

Il faut arrêter Stephen Harper avant qu'il soit trop tard, disait en substance M. Herle. En mode panique, les libéraux ont lancé une campagne publicitaire à l'américaine, c'est-à-dire toute négative et destinée, selon sa propre expression, à «réveiller les électeurs».

Les libéraux savent que leur message ne part pas, mais ils n'arrivent pas à comprendre pourquoi. Stéphane Dion les invite à défendre leurs réussites économiques des 11 dernières années, mais il semble crier seul dans le désert.

Même l'apparition de Sheila Copps dans la campagne n'a pas pu faire autrement que rappeler les profondes cicatrices laissées par la lutte entre M. Martin et les partisans de Jean Chrétien.

Ce dernier a enfin donné son appui à

Marie-Ève Bilodeau, qui tente de conserver le siège de Champlain-Saint-Maurice au PLC, mais tout en disant, sourire aux lèvres, qu'il ne dirait rien... Tiédeur ou malice, lui seul le sait!

En état de détresse, les stratèges du PLC ne savent plus à quel saint se vouer, et tentent le tout pour le tout en défiant toutes les traditions politiques canadiennes.

Drôle de stratégie, en effet, que celle de diaboliser le parti de Stephen Harper en le décrivant comme... conservateur! Les électeurs ontariens, hors de Toronto, ignoraient tout du nouveau

chef, en début de campagne. Maintenant, ils savent: le chef du PCC est vraiment un conservateur bon teint. Et ils aiment ce qu'ils voient.

En évoquant l'avortement, la peine de mort, le bilinguisme et le mariage gai, les accusations libérales ont ravivé le

vieux fond de droite qui hante toujours l'Ontario «profond», cette zone qui trace un grand arc autour de Toronto, de la frontière du Québec jusqu'au sud-ouest de la province.

M. Harper, maintenant convaincu d'une percée majeure en Ontario avec un objectif minimum de 40 à 50 sièges sur 106, prend ces attaques de haut. D'un calme exemplaire, vivant dans une véritable bulle, il a répondu avec un certain mépris aux publicités libérales agressives.

Lui-même se présente dans ses messages en anglais comme un bon père de famille, comme un bon mari, comme somme toute «un gars bien ordinaire», un contraste frappant avec le portrait que font de lui les libéraux.

Quant à ses députés aux propos échevelés, ils ont reçu l'avertissement de s'en tenir au programme du parti et de cesser d'improviser ou d'émettre

Voir SOURDS en D 6

Jean-Marc Beuret  
**LE NATURISTE**  
651-8246

*C'est bon la vie!*

Une vaste gamme de produits pour la santé et le bien-être (système nerveux, digestif ou immunitaire, facultés intellectuelles, fonctions cardiaques, articulations, condition physique...). Suppléments alimentaires et vitaminiques, produits naturels, produits de beauté et de soins corporels. Exclusivités: produits Le Naturiste et Gamme Nature en pratique emballage avec sachet individuel pour dose quotidienne...

**LES HALLES DE SAINTE-FOY**  
Angle du Vallon et Quatre-Bourgeois



Saint-Narcisse a fait de la solidarité un point d'honneur, comme le témoigne cette enseigne non loin de l'église.



C'est à Saint-Narcisse que Marc Hébert a trouvé l'environnement idéal pour ses wapitis.

PHOTOS STÉPHANE LESSARD

SAINT-NARCISSE

## Une « vie de velours »

Pour élever ses wapitis, Marc Hébert a élu domicile dans ce village de la MRC des Chenaux



ÉTÉ 2004

DES GENS, DES VILLAGES

Chaque samedi de l'été, nous partons sur les routes du Québec dans le décor des plus beaux villages à la recherche de bonnes histoires à vous raconter : la pêcheuse d'anguille, l'érudite du village, le crieur au loup, le maître de la tarte aux pommes... À tour de rôle, des journalistes du groupe Gesca (LE SOLEIL, « La Presse », « Le Nouvelliste », « Le Droit », « La Tribune », « La Voix de l'Est » et « Le Quotidien ») signeront ces reportages. Découvrez avec nous un circuit touristique hors du commun. À suivre la semaine prochaine.

ROLAND PAILLÉ  
Le Nouvelliste

■ Cette année, Saint-Narcisse, dit Fleur de solidarité, fête le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'érection civile de la municipalité et le 200<sup>e</sup> de l'arrivée de son premier résident : Louis Cossette.

La MRC des Chenaux, dont fait partie Saint-Narcisse, compte son lot d'érablières et de fermes de toutes sortes. Ainsi, on trouve un élevage de bisons à Saint-Proper. Saint-Narcisse compte également de nombreuses fermes. L'une d'elles, qui se démarque du reste, est Les Grands élan, de Marc Hébert, qui compte le tiers du troupeau de cette bête qu'on trouve au Québec. Et avec des partenaires, M. Hébert a lancé les produits Vie de velours, faits à partir des bois des wapitis et publiés au petit écran par l'ancien lutteur Édouard Carpentier. « Ça vient d'ici », précise-t-il.

**La MRC des Chenaux, dont fait partie Saint-Narcisse, compte son lot d'érablières et de fermes de toutes sortes**

Marc Hébert a passé son enfance à Trois-Rivières, et c'est durant son séjour de 12 ans en Ontario qu'il s'est lancé dans l'élevage de wapitis. En 1992, il est venu d'Ontario, avec 240 wapitis, pour s'installer à Saint-Narcisse. « J'avais les bêtes mais pas le terrain. Je suis donc venu m'installer à Saint-Narcisse », précise-t-il. M. Hébert s'enorgueillit de produire les meilleurs bois. « Ça fait longtemps que je les élève pour les panaches. Ce n'est pas tellement connu au Québec, mais dans toute l'Amérique du Nord, ma

PROFIL	
Village :	Saint-Narcisse
Région :	MRC des Chenaux
Population :	1850 habitants
Plan d'eau :	la rivière Batiscan et la rivière des Chutes
Paysage :	plat, à majorité agricole
Industries :	Feutre national, Sealy Canada, Avanti 2000 inc., Roul-bel inc., Degerco inc., les resorts Alpha inc., les produits Mille fleurs
NE PAS MANQUER	
<p>□ La fête de la Solidarité, le parc de la rivière Batiscan, le 150<sup>e</sup> anniversaire de la municipalité, la maison Dupont, le parc Cœur nature (éco-touristique), la Moraine (dépôts glaciaires laissés par la mer de Champlain) au pied de la petite montagne</p>	
COMMENT S'Y RENDRE	
<p>□ Prendre la sortie Champlain sur l'autoroute 40, suivre la route 359 vers Saint-Luc-de-Vincennes, puis la 352 vers Saint-Narcisse; c'est neuf km avant Saint-Stanislas.</p>	

ferme est la plus fameuse pour la grosseur des panaches. J'ai gagné plus de prix que n'importe qui d'autre », lance-t-il fièrement. Les bois des wapitis de M. Hébert représentent 70 % de son marché.



La ferme de Marc Hébert compte plus de 700 wapitis, répartis sur 300 acres.

Maintenant que la ferme de M. Hébert compte plus de 700 wapitis, répartis sur 300 acres en clôtures, on peut voir, de la route, jusqu'à perte de vue, des enclos de wapitis, à différentes étapes de leur vie. Le coup d'œil est aussi inhabituel que saisissant.

Si Saint-Narcisse a fait l'acquisition, en M. Hébert, de sa première ferme de wapitis, il a aussi gagné sa première résidente japonaise, puisque l'épouse de M. Hébert est originaire de la banlieue de Tokyo et qu'il l'a connue en Ontario. Si M. Hébert a abouti à Saint-Narcis-

se, c'est surtout pour un motif d'affaires. D'abord, il y a trouvé le terrain dont il avait besoin pour son troupeau de wapitis. « Mais c'est à cause de deux personnes en particulier que je suis venu ici : un conseiller industriel à Saint-Tite (à l'époque) et un agronome du MAPAQ. Quand ils ont su que je voulais venir au Québec, dans la région de mon enfance, ils ont tout fait pour que je vienne dans la région », confie M. Hébert.

### ACCUEIL

Grâce à ces deux messieurs, l'éleveur de wapitis profite de ce que lui offre Saint-Narcisse. Particulièrement les résidents de ce village. « J'ai toujours été bien accueilli ici. Dès mon arrivée, les gens ont été bien réceptifs à mes projets », raconte-t-il.

« Aussi, on est très près de la limite des forêts, à Saint-Narcisse. Alors, si jamais dans l'avenir je fais un parc pour mes animaux pour la chasse, dans un tel cas le bois ne sera pas loin », ajoute M. Hébert qui a trouvé, à Saint-Narcisse, l'environnement naturel complet dont il avait besoin.

Heureux de son sort, M. Hébert sourit quand on lui dit qu'il a trouvé à Saint-Narcisse une « vie de velours ».



Cette année, Saint-Narcisse fête le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'érection civile de la municipalité et le 200<sup>e</sup> de l'arrivée de son premier résident : Louis Cossette





Incontournables, les cidreries et les nombreux vergers sont ouverts à l'autocueillette à l'automne.



Pas facile d'être une artiste dans un village de 2600 âmes.

## ROUGEMONT

## L'excentrique du village

La maison d'amour de La Claude, une artiste mosaïste habitée par la démesure

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU

La Voix de l'Est



ÉTÉ 2004

DES GENS,  
DES VILLAGES

■ Pas facile d'être une artiste dans un village de 2600 âmes. Surtout si on est excentrique et animée par la démesure. La peintre-muraliste et sculpteure-mosaïste Claude Gagnon, dite « La Claude », le sait bien. Sa grange-atelier attire les regards, admiratifs et interrogatifs, depuis 10 ans.

« On est un plus pour un petit village. On donne de notre temps et de notre talent et on attire des gens », estime La Claude.

Et du temps, l'artiste et son allié indéfectible et conjoint, Normand Choquette, en ont donné sans compter pour transformer une vieille grange en véritable œuvre d'art. Ils ont mis tout leur cœur et aussi toutes leurs économies pour mener à bien ce projet.

Un projet qui s'est imposé, comme une nécessité, à la peintre muraliste un beau matin d'une période noire de sa vie. Elle habitait alors Saint-Lambert. « Je me suis réveillée un matin et je me suis dit que je m'en allais à Rougemont me chercher une grange », se souvient-elle comme si c'était hier.

Cette journée-là, le destin a mis sur la route de La Claude et de Normand Choquette une grange du rang Petite-Caroline. Pourquoi Rougemont? La Claude ne saurait le dire. « Mais c'est beau Rougemont avec tous ces vergers », glisse d'un ton rêveur l'artiste à la chevelure de feu.

## PROJET D'UNE VIE

D'énormes travaux ont été nécessaires pour transformer la grange en un lieu de résidence. Mais ce qui frappe le plus l'imagination lorsqu'on pénètre dans la maison, c'est la somme de travail réalisée par l'artiste.

## La maison de Claude Gagnon, dite « La Claude », est devenue le petit centre culturel de Rougemont

La Claude a laissé éclater sa créativité sur les planchers, les murs et même autour d'un couloir de natation intérieur, tous recouverts de mosaïque. À elle seule, la mosaïque du plancher du grand hall, qui se transforme régulièrement en petite salle de spectacles, a pris six mois à réaliser.

Les mois se sont transformés en années et l'art a envahi chaque recoin de la vaste demeure-atelier. La Claude en a fait le projet d'une vie. Normand Choquette a peu à peu délaissé son travail scénique pour s'occuper de « son » artiste. « En se créant une maison, on baissait notre niveau de vie », note La Claude.



INFOGRAPHIE LE SOLEIL

PROFIL	
Village :	Rougemont
Région :	Montréal
Population :	2600 habitants
Plan d'eau :	La rivière Yamaska coule dans la petite ville voisine, Saint-Césaire
Paysage :	Rougemont compte l'une des 10 collines montérégiennes.
Industries :	Les jus Lassonde, Robert Transport, Vincor
NE PAS MANQUER	
□	L'atelier-musée de La Claude Gagnon 245, rang Petite-Caroline (450) 469-1148 <a href="http://www.laclaude.com">www.laclaude.com</a>
□	La Cidrerie Michel Jodoin 1130, rang Petite-Caroline (450) 469-2646 <a href="http://www.cidrerie-michel-jodoin.qc.ca">www.cidrerie-michel-jodoin.qc.ca</a>
□	La savonnerie Les douceurs d'Aurélié 1320, rang Double 1 866 469-2340 <a href="http://www.aurelie.ca">www.aurelie.ca</a>
□	Les cidreries et nombreux vergers ouverts à l'autocueillette à l'automne

« C'est parce qu'on a travaillé, travaillé et travaillé tous les deux que la maison est devenue ce qu'elle est. C'est une maison d'amour », reprend l'artiste, dont les mains témoignent de façon éloquent de ce travail acharné.

Pour partager cette beauté et aussi pour vivre au quotidien (car le couple est loin de rouler sur l'or), La Claude et Normand Choquette ouvrent leur porte sept jours sur sept. Pour 6 \$, il est possible de visiter leur maison. Deux fois par année, au printemps et à l'automne, La Claude expose d'autres artistes. En ce moment, ce sont les *édredarts* et poèmes de Denis Meunier qui trônent dans son atelier.

## RETOUR VERS LA PEINTURE

La maison de La Claude est devenue le petit centre culturel de Rougemont. Cet été, le trio de la Discorde, Pierrot Fournier, l'ensemble de 12 guitares Forestare, le pianiste de jazz François Bourassa et le quatuor à cordes Molinari s'y produiront en spectacle.

Mais ce ne sont pas les résidents du coin qui fréquentent l'endroit. « Ils ne comprennent pas. C'est comme inaccessible pour eux, dit La Claude. Mon public vient de Montréal, Laval, Saint-Bruno, Saint-Hilaire. » Bien des élèves de ses cours de mosaïque proviennent aussi de l'extérieur.

La construction d'une imposante maison, trop près au goût de l'artiste, de sa grange-atelier lui a donné un dur coup au cours des derniers mois. Un nouveau cycle s'annonce pour elle. « La peinture revient, dit-elle. J'ai négligé ma carrière de peintre pour la maison. »



La grange-atelier de la peintre-muraliste et sculpteure-mosaïste Claude Gagnon attire les regards, admiratifs et interrogatifs, depuis 10 ans à Rougemont.



La Claude a laissé éclater sa créativité sur les planchers, les murs et même autour d'un couloir de natation intérieur, tous recouverts de mosaïque.

Des propositions d'expositions à Montréal sont dans l'air. Ses étonnantes sculptures mosaïques, dont l'une a été complétée à une fête du fondateur du Cirque du soleil, Guy Laliberté, seront exposées une partie de l'été au Manoir Rouville-Campbell. Des gens « de la place » tentent aussi de lui dénicher un agent.

Le temps passe. Il reste encore du travail à faire dans la maison. La Claude approche maintenant « la soixantaine ». Mais ce qui importe plus que tout pour elle, conclut l'artiste, « c'est de garder mon âme d'enfant ». C'est ce qui lui permet d'aller au bout de ses rêves.



Rougemont compte l'une des 10 collines montérégiennes.

# Solde

## LA FIÈVRE DU DÉMÉNAGEMENT...

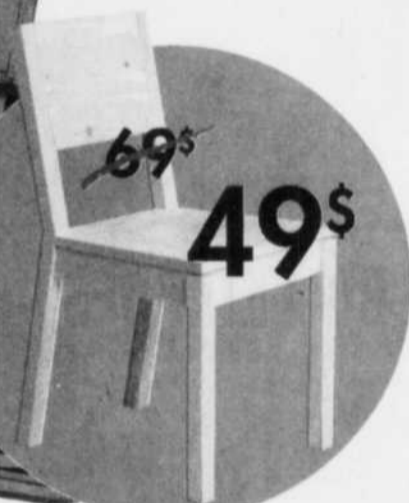
Du 11 juin au 4 juillet, nos soldes ont la bougeotte!



BRÄNNÖ. Table. Aulne massif huilé et acier laqué. 161 x 80 cm. Hauteur, 74 cm.



BRÄNNÖ. Chaise. Aulne massif huilé et acier laqué. Hauteur siège, 45 cm.



HUSAR. Chaise. Pin massif naturel verni. Hauteur siège, 46 cm.



NORRSUND. Reproductions encadrées. 45 x 120 cm. Au choix, œuvres de Andy Warhol, Matisse, Berenholz ou Mundo.



TROFAST. Rangement. Pin massif ciré. L44 x P30 x H91 cm. Bacs en sus.



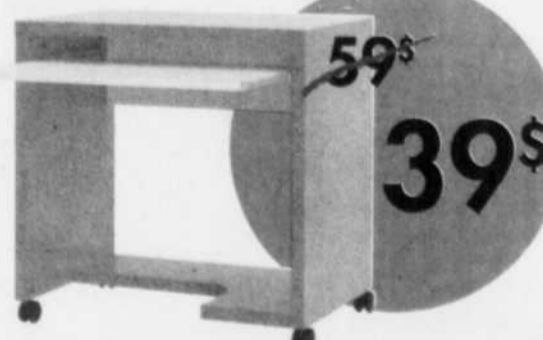
STRIB. Coussin. Enveloppe coton garnie polyester. 50 x 50 cm. Bleu ou rouge.



HADDAL. Commode 2 tiroirs. Placage bouleau naturel verni. L140 x P48 x H80 cm.



ANTONIUS. Rangement. Blanc. 44 x 102 cm.



MIKAEL. Desserte ordinateur. Panneau laqué et mélamine blanche. Au choix, cerise, mauve, orange ou vert. L77 x P50 x H76 cm.



SKRUVSTA. Fauteuil pivotant. Lilas. Hauteur siège, 43 cm.

**jusqu'à**  
**50%** de réduction  
sur articles choisis

Offre valable jusqu'au 4 juillet ou jusqu'à épuisement des stocks. Certains articles doivent être assemblés.



Livraison à domicile offerte dans la région de Québec à partir de 89\$\*.

Possibilité de location d'une camionnette à tarif raisonnable. Renseignements complets en magasin.

**IKEA Boucherville**  
(450) 449-6755  
Autoroute 20, sortie 95

**IKEA Montréal**  
(514) 738-2167  
Boul. Cavendish et autoroute 40

**Heures d'ouverture**  
Lundi au vendredi: 10h à 21h  
Samedi et dimanche: 9h à 17h

[www.IKEA.ca](http://www.IKEA.ca)

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2004

## CHEFS

Suite de la D 1

dans les sondages aux libéraux se retrouvent avec une avance de 10 points.

« L'effet à moyen terme a été de cinq points, relate le politologue Guay. C'est majeur. Cela signifie des dizaines de circonscriptions à l'échelle du pays. »

La cuvée 1984, c'est cependant l'exception. S'il faut tenir la comparaison avec un match de boxe, les victoires aux points sont plus nombreuses que les k.o. Et gain dans cette arène n'égale pas gain électoral. En 1997, un Jean Charest alors chef du Parti progressiste conservateur, marquera beaucoup de points, mais il ne récoltera que 20 sièges à l'élection gagnée par le libéral Jean Chrétien.

### DÉTERMINANTS POUR LA SUITE

Si les débats donnent rarement une victoire claire et nette à un chef, ils sont déterminants pour la suite des choses. « Au bout de 45 minutes, la moitié des gens sont disparus, analyse Luc Dupont. Ces personnes ont une chose en commun : ce sont les fameux indécis. Pour choisir un candidat plutôt que l'autre, ils s'en remettent à la télévision. »

Jean-Herman Guay fait remarquer que les partisans ne se servent des affrontements que pour se rassurer dans leurs choix, quel que soit le résultat des échanges télévisés. Mais la vie qu'on mène fait en sorte que la fidélité politique n'est plus ce qu'elle était, dit-il. Pour Daniel Johnson père, il était moins important de perdre que cela le serait pour un Paul Martin, souligne le politologue.

La confrontation entre Bernard Landry et Jean Charest, en 2003, a fait école. « Je ne suis pas très "débat", indique le sénateur Jean-Claude Rivest, conseiller politique d'un premier ministre qui a obtenu quatre mandats sans en faire à la télé, Robert Bourassa. Mais Jean Charest, la dernière fois, a eu un impact. Les gens étaient sceptiques (face à M. Charest). Ils se sont par la suite confortés dans leur idée. »

Le moment fort donne un aperçu que les participants vivent dangereusement. Jean Charest « a détérioré », pour

reprandre l'expression du sénateur Rivest, une déclaration faite en après-midi par Jacques Parizeau pour affronter Bernard Landry sur ce qui semblait être une reprise du thème sur « le vote ethnique et l'argent. »

Pour Luc Dupont, « M. Charest a pris un risque remarquable en lançant cette bombe. Le propre d'une bombe, c'est que cela peut aussi sauter au visage de celui qui la lance. » Et ce ne sont pas les propos échangés qui ont fait un vainqueur, note-t-il. « Pour avoir vu la reprise au moins 20 fois, au niveau gestuel, on voit M. Landry qui recule. Même physiquement, il exprime sa surprise. »

Pour Jean-Herman Guay, « ce sont de petits gestes comme ça qui sont enregistrés (par les électeurs). (...) Il y a aussi de l'information dans le non-verbal. Une des personnes qui a collaboré au débat de Jean Charest — fait à souligner, le chef libéral a tenu cinq rencontres préparatoires, dont trois avant le déclenchement du scrutin — concède que l'affrontement a représenté un moment-clé « pour consolider notre progression. »

« Mais ce n'est pas décisif. S'il y a un impact, il faut être capable d'en récolter les fruits, le lendemain. » Car si les débats ne créent pas la tendance, ils la cimentent souvent.

Pour toutes les personnes interrogées, il ne fait aucun doute que les débats qui se dérouleront en début de semaine auront une importance encore plus cruciale.

« Mon impression, c'est que ce sera ternes parce qu'aucun est très fort pour un show de télé, fait savoir Jean-Claude Rivest. Aucun n'est un *debater* de la trempe de Charest ou de Mulroney. Mais ce sera un événement majeur. C'est l'été. Les séries de hockey sont terminées. Le Grand Prix de Montréal le sera. Si, lundi, il pleut, ce sera parfait. »

Tenir une élection après le 24 juin, au Québec, tient un peu du « délire », souligne M. Dupont. « Non seulement le débat sera un moment tournant, ce sera le moment de la campagne. (...) Pour la première fois, nous aurons un exemple tranchant de démocratie cathodique. Je prétends qu'autour de 8 h 30, mardi soir, nous saurons qui est le prochain premier ministre du Canada. »

## Au fil des ans

**1962 :** aux élections provinciales, premier débat télévisé au pays. Victoire totale du libéral Jean Lesage sur l'unionniste Daniel Johnson. Concérons-lui une réplique amusante : « Moi, je considère que la nationalisation (...) est quand même un jus d'orange qu'on veut nous faire prendre avec de l'huile de ricin au fond du verre. »

**1984 :** à Ottawa, premier knock-out : « Vous aviez un choix, monsieur, vous auriez pu dire "Je ne le ferai pas." Vous avez choisi de dire "oui", lance un Brian Mulroney, au sujet des nominations partisans de Pierre-Elliott Trudeau, endossées par son successeur au Parti libéral du Canada, John Turner. La phrase, improvisée devant l'auditoire, fait mouche.

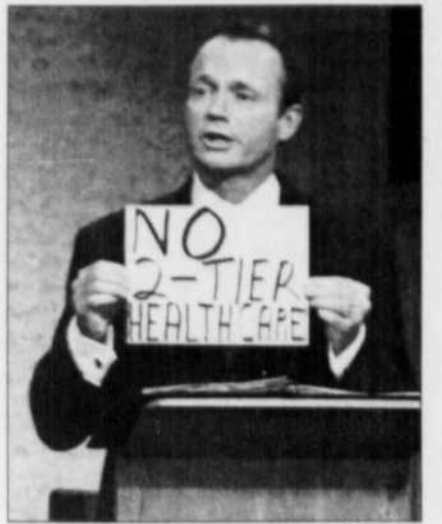
**1994 :** aux élections québécoises, première excuse. Affrontant Jacques Parizeau, le libéral Daniel Johnson s'emmêle dans ses mots. « Pour quoi certaines femmes, dans certaines régions, sont-elles opérées cinq fois plus qu'ailleurs pour des maux de femmes... des problèmes que seules les femmes connaissent. » Drôle de phrase pas drôle. Le soir même, il s'en excuse.

**1997 :** première « panne de débat » à Ottawa. L'animatrice Claire Lamarche s'effondre en studio. La phrase qu'on retient, cette année-là, est celle du journaliste Normand Rhéaume. « Y a-t-il un médecin dans la salle ? »

**1998 :** un premier échange à trois à Québec. Nerveux, le péquiste Lucien Bouchard ne fait pas une grande performance face au libéral Jean Charest et l'adéquiste Mario Dumont. Ce dernier écope de sa remarque la plus cinglante de M. Bouchard. « Pour un jeune homme comme vous, je vous trouve très à droite », dit-il à l'adéquiste à propos de ses positions sur les garderies à 5\$.

**2000 :** un premier silence. Débat pour la mairie de Montréal. Gérald Tremblay parle de « stratégies d'intervention pro-active ». Pierre Bourque réplique que « ça prend un leader à Montréal, pas quelqu'un qui fait du verbiage ». Les 16 interminables secondes de silence qui suivent feront la manchette — et la caricature. Mais Gérald Tremblay gagnera l'élection.

**2000 :** première pancarte en anglais à cinq leaders, au fédéral. Stockwell Day a l'idée de brandir une



En 2000, Stockwell Day brandit la première pancarte lors d'un débat.

pancarte pour signifier que l'Alliance canadienne ne préconise pas un système de santé à deux vitesses. « No 2-Tier system », y lit-on. Une mauvaise idée, geste enfantin, disent les observateurs.

**2003 :** sortie de nulle part. Le libéral Jean Charest prend au dépourvu le chef péquiste Bernard Landry, en s'inspirant librement d'une dépêche sur Jacques Parizeau. « Êtes-vous en train de nous dire que vous êtes d'accord avec la déclaration regrettable de la soirée du référendum » sur l'argent et le vote ethnique ? M.C.



En 1997, Jean Charest, du Parti progressiste conservateur, marqua des points, mais c'est le libéral Jean Chrétien qui gagne.



L'an dernier, Jean Charest a pris au dépourvu Bernard Landry, en s'inspirant d'une dépêche sur Jacques Parizeau.

## TROISIÈME BULLETIN DES CHEFS

Suivez avec nous le parcours électoral des quatre chefs des principaux partis à l'aide d'un bulletin d'évaluation préparé par nos quatre analystes. Ceux-ci sont des spécialistes de la communication, des stratégies de marketing, de l'image, des contenus politiques, de la gestion de crise, de l'éthique ou de l'analyse des discours. Chaque samedi, d'ici le 28 juin, ils présenteront un bulletin d'évaluation pour la semaine qui se termine en attribuant des notes de 1 à 10 à chacun des chefs en fonction des critères suivants : le contenu (idées fortes, créativité, nouveauté, pertinence), l'image (perception du public, crédibilité, aisance, humour, etc.), l'organisation (place laissée à l'équipe, efficacité de l'organisation, cohésion, etc.) et le défi personnel (suivi de la progression de chaque chef en fonction d'un défi personnel attribué au début de la campagne).

	PAUL MARTIN <i>Parti libéral</i>	GILLES DUCEPPE <i>Bloc québécois</i>	STEPHEN HARPER <i>Parti conservateur</i>	JACK LAYTON <i>Nouveau Parti démocratique</i>
	<p><b>Marc-François Bernier</b> Professeur en communication, Université d'Ottawa</p> <p>Tout va de mal en pis pour les libéraux, ce qui génère son lot de contradictions. Par exemple, ils reprochent aux conservateurs de vouloir américaniser le Canada, mais ce sont eux qui ont recours aux tactiques républicaines que sont la publicité négative et la mise en cause de la moralité personnelle de l'adversaire conservateur. Le chef libéral a au moins profité d'événements internationaux pour avoir l'air décontracté.</p>	<p>Il semble que tout se déroule bien pour lui, ce qui rend la campagne ennuyante pour les journalistes qui l'accompagnent. Il semble avoir de la difficulté à passer son message et doit en quelque sorte constamment réagir au propos de ses adversaires. Il a habilement dégonflé la tactique pathétique des libéraux du Québec qui ont inventé un programme politique fictif associant le Bloc aux conservateurs.</p>	<p>Il pourrait profiter d'une vague plus importante que prévue au Canada anglais. Ses positions, réelles et appréhendées, sur le contrôle des armes à feu, l'accord de Kyoto, les jeunes contrevenants, la partition du Québec ou même les pouvoirs du CRTC qui réglemente le contenu francophone des médias électroniques le désavantagent. Sa visite-surprise à Québec peut accréditer l'idée que les conservateurs ont senti une certaine sympathie à leur endroit.</p>	<p>Il se consacre presque exclusivement aux provinces anglophones. Il a peu fait parler de lui ces derniers jours et semble incapable d'imposer son agenda, qui favorise une plus grande équité sociale. Au Québec, sa clientèle potentielle se retrouve surtout chez les bloquistes et certains libéraux progressistes, mais il est incapable de les attirer à lui. Il aura le débat de lundi soir pour tenter un dernier effort de persuasion.</p>
	<p><b>Bernard Dagenais</b> Professeur en communication, Université Laval</p> <p>Billet de confession : en enfer. Le Parti libéral n'est pas en odeur de sainteté. Il tente de s'ingérer dans les affaires provinciales alors qu'elles ne le regardent pas. Il se drape d'un voile d'ouverture face à certaines questions morales alors qu'il refuse la décision aux tribunaux. Il se proclame le roi de la droite, alors que la corruption le hante. Il reproche aux autres leur approche fiscale, alors que son chef est le roi de l'évasion fiscale.</p>	<p>Billet de confession : dans les limbes. Le Bloc possède la naïveté de l'innocence. Il n'a jamais péché n'ayant jamais eu de relations avec le pouvoir. Il se porte garant de ses idéaux en promettant de défaire tous les gouvernements qui ne les partagent pas. Son programme est celui d'une société meilleure, où toutes les contradictions de la société civile trouveront leur solution dans l'indépendance du Québec.</p>	<p>Billet de confession : au purgatoire. Le Parti conservateur est le parfait patineur qui module sa pensée au gré des questions. Il essaie de satisfaire en même temps son électoral extrême de droite à l'Ouest et de gauche à l'Est. Il veut plaire au monde des affaires qui ne croit pas en Kyoto, mais ne pas indispenser le monde des Verts en trouvant une argumentation tardue sur la protection de l'environnement. C'est malheureusement le genre de politicien qui réussit bien.</p>	<p>Billet de confession : au ciel. Le NPD est conséquent avec ses politiques, même si elles peuvent être impopulaires. Son chef donne l'impression d'avoir une philosophie et de ne pas être une girouette au gré des débats politiques et médiatiques, même méchants. Le problème, c'est que personne n'aime les gens trop corrects.</p>
	<p><b>Guy Laforest</b> Professeur en sciences politiques, Université Laval, président de l'ADQ</p> <p>Paul Martin semble pris dans les sables mouvants. Des engagements en Normandie et au G8, ajoutés à la préparation des débats télévisés, ne lui auront permis que de rares présences en campagne entre le 5 et le 15 juin. L'effet recherché, consolider son image de chef d'État, est anéanti par le matriquage négatif, anti-Harper, des publicités et des ténors libéraux. Désastre sur toute la ligne.</p>	<p>Ce fut la meilleure semaine de toute la carrière politique de Gilles Duceppe. L'homme est confiant et le personnage gagne en autorité. Il parle plus clairement de son engagement souverainiste et commence à préciser le rôle parlementaire du Bloc dans un scénario de gouvernement minoritaire. Beaucoup de dynamisme sur le terrain.</p>	<p>Semaine de tous les dangers pour Stephen Harper. Il a su garder son calme et maintenir une certaine cohérence sur le terrain des questions morales. Tous admettent qu'à l'extérieur du Québec son organisation fait une campagne magistrale. Point faible : le cadre financier du programme électoral.</p>	<p>Jack Layton est soucieux. Le Parti vert est rendu à 7 % à l'échelle canadienne, 13 % en Colombie-Britannique. En Ontario, l'hypothèse d'un gouvernement conservateur polarise des sociaux-démocrates vers le Parti libéral. Cependant, l'organisation a plus de moyens et on sent une vraie stratégie. Layton se bat comme un lion, notamment dans les Prairies, où tout demeure possible.</p>
	<p><b>Richard Thibault</b> Président RTCOMM, Communication, gestion de crise</p> <p>Paul Martin a semblé beaucoup plus à l'aise dans ses habits de premier ministre à l'étranger cette semaine. Souhaitons que ses principaux lieutenants auront profité de ce répit relatif pour revoir leur stratégie, surtout celle de communication. Plusieurs erreurs jalonnent un parcours laborieux. Il reste le débat des chefs et ensuite, très peu de temps pour renverser la vapeur. C'est Paul Martin qui a tout à perdre lors de ce débat.</p>	<p>Il avait pour défi de nous expliquer clairement pourquoi voter pour le Bloc, sachant que ce parti est condamné à demeurer dans l'opposition. Mission accomplie enfin cette semaine : voter pour le Bloc, c'est déclencher la première période d'un nouveau débat référendaire et choisir un parti qui travaillera à convaincre le reste du Canada de laisser partir le Québec, d'affirmer le chef. Reste à savoir si c'est vraiment ce que souhaite un électoral qui risque de voter pour lui un peu par défaut en voulant plutôt punir les libéraux.</p>	<p>À force de crier au loup, on sait ce qui arrive dans l'opinion publique quand le loup n'est pas au rendez-vous. À trop vouloir démoniser Stephen Harper, les chefs des autres partis ont besoin de prioriser très fort pour s'assurer que le chef conservateur nous apparaisse comme l'ogre de l'histoire lors du débat des chefs. Il a tout à gagner, pour peu qu'il se présente comme un leader raisonnable, capable de faire respecter par son parti l'opinion de la majorité des Canadiens.</p>	<p>Il aura beaucoup à faire d'ici la fin de la campagne pour faire sa marque. Il reste peu de place dans l'intérêt du public pour un parti somme toute marginal, qui a peu de chances de faire élire un grand nombre de députés au Parlement canadien. En tapant ainsi sur les conservateurs, pense-t-il encore à un gouvernement libéral minoritaire dans lequel il pourrait détenir la balance du pouvoir ?</p>

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2004

Les mots qui font mal

Les relationnistes font tout pour éviter que leurs poulains ne tiennent des paroles déplacées, malgré tout; certains s'échappent

CHRISTIAN GEISER  
Collaboration spéciale

■ Si une photo vaut mille mots, des propos maladroits peuvent ternir l'image d'un candidat et nuire à son parti. Les relationnistes font tout pour éviter que leurs poulains ne tiennent des paroles déplacées. Malgré tout, certains s'échappent et provoquent des dommages, ce qui s'est produit très souvent cette semaine...

Tout a commencé avec les déclarations embarrassantes du conservateur Rob Merrifield sur l'avortement. Il souhaite obliger les femmes qui désirent mettre fin à leur grossesse à obtenir l'avis d'une troisième personne. Ces propos ont amplifié les prises de position de Stephen Harper sur la Charte des droits et la clause nonobstant. Cela expliquerait le départ-surprise de Tamarra Kronis, directrice de la campagne électorale du conservateur David Waters dans Trinity-Spadina (Ontario), qui a trouvé que le Parti conservateur était trop à droite à son goût. L'effet semble également se répercuter en Alberta. Une douzaine de conservateurs provinciaux y appuient désormais la candidate libérale, Anne McLellan.

Les libéraux sont également aux prises avec un problème de déclarations intempestives. Alors qu'ils s'engagent dans une campagne publicitaire reposant sur des attaques, la députée Carole-Marie Allard critique cette stratégie, demandant une approche plus positive.

Voici quelques déclarations controversées de la campagne:

□ Ottawa doit envisager tous les moyens, y compris une intervention des Forces armées canadiennes, pour rétablir l'ordre à Kanestake. — Bernard Cleary, Bloc québécois, 26 mai

□ Les décès des sans-abri (à Toronto) ont augmenté considérablement à la suite de l'abolition du programme d'aide au logement abordable... — Jack Layton, NPD, 27 mai

□ Un parti qui dit "Fini le contrôle des armes à feu", est-ce que ça veut dire que nos filles de Polytechnique sont mortes en vain? — Jean Lapierre, Parti libéral, 3 juin

□ La candidate a affirmé qu'il n'y avait pas de différence entre l'avortement et la décapitation de l'Américain Nicholas Berg par des terroristes en Irak. — Cheryl Gallant, Parti conservateur, 7 juin

□ Comme plusieurs Canadiens, j'espérais que M. Martin inaugurerait une nouvelle ère (...), un renouveau du gouvernement libéral, affirme M<sup>me</sup> Cools dans un communiqué diffusé par les conservateurs. J'espérais un gouvernement responsable, une administration diligente des fonds publics et un leadership renouvelé, qui rende des comptes aux élus et au public, pas à des conseillers payés. Mais nous avons vu l'opposé. — Anne Cools, libérale devenue conservatrice, 8 juin



Certaines paroles de Jean Lapierre, notamment, ont fait sourciller.

□ Je pense que Paul Martin devrait ramener ses bateaux au Canada. — Dave Haggard, Parti libéral, interrogé sur les bateaux de Paul Martin, sous pavillon de complaisance, 8 juin

□ Notre campagne est une comédie d'erreurs. — Carolyn Parrish, Parti libéral, 9 juin

□ Je pense que l'enseignement biblique établit que les relations homosexuelles ne sont pas naturelles (...). Il est inapproprié pour des chrétiens, particulièrement leurs chefs religieux, d'avoir un tel style de vie. — Frank Luellau, Parti conservateur, 9 juin

□ Kyoto ne sera jamais ratifié et je pense que nous ferions mieux de consacrer notre temps à des mesures réalistes de contrôle de la pollution. — Stephen Harper, Parti conservateur, 9 juin

SOURDS

Suite de la D 1

leurs opinions personnelles.

M. Harper, en effet, en a assez de les corriger sur tout et sur rien. Ces dérapages en cascade minent son plan de match, et l'organisation conservatrice craint qu'un bon matin, un candidat profère une énormité qui pourrait se révéler fatale.

Au Québec, rien ne bouge, la campagne est gelée, et la seule bonne nouvelle pour les libéraux est qu'ils ne peuvent descendre plus bas dans les intentions de vote, de l'avis des sondeurs.

Le lieutenant de M. Martin au Québec, Jean Lapierre, ne fait toujours pas l'unanimité chez ses collègues, et la députée Carole-Marie Allard a simplement répété à voix haute ce que nombre de candidats et d'organiseurs chuchotent à micro fermé, à savoir une fatigue certaine envers ses « combats de coq ».

Si certaines maisons de sondages prédisent une récolte approchant les 60 circonscriptions pour le Bloc québécois, la réalité sur le terrain n'est pas aussi rose pour Gilles Duceppe.

En fait, le parti ne croit rien de ces prédictions. Il a même pris la peine, hier, de publier un communiqué officiel précisant que s'il reconnaissait l'existence d'une tendance favorable, dans l'électorat, le niveau de 54% d'appui que lui accordait le sondage Ekos/LE SOLEIL « ne correspond pas à la réalité ».

Le Bloc craint d'abord et avant tout l'indifférence des électeurs, et l'assurance d'un balayage, le 28 juin, n'a rien pour l'aider. Les souverainistes purs et durs ne sont pas portés à voter aux élections fédérales, et les jeunes électeurs, eux, ne sont pas portés du tout à voter.

Le parti de M. Duceppe regarde de plus derrière lui, du côté des conser-

vateurs. Si jusqu'à maintenant les stratégies bloquistes n'ont décelé aucune poussée de ce côté, sur le terrain, ils savent qu'une poussée bleue forcerait des triangulaires qui ne tourneraient pas nécessairement en leur faveur, et ce, surtout dans la région de Québec.

Mais la grogne contre les commandites tient toujours, et les Québécois demeurent imperméables à tous les assauts des libéraux, qui n'arrivent pas à raccrocher un vote bloquiste à la menace référendaire.

Le chef du NPD, Jack Layton, gambade de son côté d'un aéroport à l'autre dans une campagne échevelée, mais se retrouve finalement dans la peau d'un orphelin. Le débat sur les « valeurs » lancé par les libéraux contre M. Harper nuit plus au NPD qu'aux conservateurs, doit-on constater.

Chaque fois que M. Layton défend des valeurs progressistes et s'oppose à tout retour en arrière, il fait directement le jeu des libéraux et invite presque ses électeurs à y songer à deux reprises avant de voter néo-démocrate.

LE JEU DE LA DROITE

Les partisans du NPD sont plus politisés que la moyenne, et craignent en effet de faire le jeu de la droite, un vote pour Layton devenant un vote pour Harper, comme leur susurrent à l'oreille les libéraux.

La dispersion du vote néo-démocrate et sa volatilité ont eu pour effet de fragiliser la campagne de M. Layton, qui n'arrive pas à atteindre la barre des 20% des intentions de vote, un niveau à partir duquel des gains majeurs deviennent possibles.

Les vrais grognards ayant déjà rejoint le clan conservateur, Paul Martin pourchasse maintenant les électeurs de gauche avec ardeur, car là se trouve le seul secteur mou d'un électoralat mécontent. Mais écoutent-ils, eux?

Au Québec, rien ne bouge, la campagne est gelée

**Le Cocktail des Amis de la Transat Québec-Saint-Malo**

Canapés - Bières - Vins - Cocktails - Encan silencieux

25 \$ / personne

**ET LA GRANDE VAGUE DE SOLIDARITÉ DES GENS DE QUÉBEC**

Le mardi 22 juin 2004 à compter de 17 heures

Espace Dalhousie  
Terminal de croisières  
Vieux-Port de Québec

Procurez-vous vos cartes :  
- aux 3 marinas de la région : Sillery, Vieux-Port, Lévis  
- dans l'un des 3 restaurants Cochon Dingue  
- hôtels Dominion et Germain des Prés

6 jours de compétitions  
7 étapes enlevantes

120 coureurs  
15 équipes représentées

35 municipalités visitées  
Un spectacle électrisant !

Du 15 au 20 juin  
19<sup>e</sup> Édition

UCI présente  
Bell présente  
**GRAND PRIX CYCLISTE DE BEAUCE**

POSTES CANADA CANADA POST

**Étape 1 - Mardi 15 juin**  
**Circuit urbain à Québec**

Voyez les cyclistes professionnels à l'épreuve sur un parcours dessiné en prévision de la venue du Tour de France en 2008 à Québec !

Départ : 10h15 sur Grande Allée, face au Manège militaire  
**10 boucles de 12 km (total de 120 km)**  
Fin de la course et podium vers 13h30

© Départ : 10h30  
Arrivée : 13h25

**Pour voir la course...**  
Installez-vous aux premières loges : Dans la montée de la Côte Gilmour, sur une terrasse de la Grande Allée ou sur la verdure du Parc de la Francophonie !

[www.grandprixcycliste.com](http://www.grandprixcycliste.com)

**DE BEAUCE**

« C'est rare qu'on a la chance de courir devant les gens de chez nous... J'espère que les gens de Québec viendront en grand nombre ! »  
Dominique Perras, Champion canadien Espoir olympique

Cet été, découvrez la Beauce...

Les trains touristiques  
Le Domaine de la Seigneurie  
Les magnifiques terrains de golf  
Le Relaxarium

Et profitez du confort du

le Georgesville  
1804 • Centre de congrès • Centre détente-santé  
1 800-463-3003 • [www.georgesville.com](http://www.georgesville.com)

le Georgesville Hydro Québec Québec Canada LE SOLEIL

RÉGION TOURISTIQUE Chaudière-Appalaches 1 888 831-4411 [www.chaudapp.qc.ca](http://www.chaudapp.qc.ca)



# La technologie d'une F1 avec boîte à gants.

Berline ou coupé Civic DX 2004

Prix de location

**178\$\***

par mois/pour 48 mois

Taux de financement en location ou à l'achat

**3,8%\*\***

**0\$**

dépôt de sécurité

Incluant  
96 000 km • Option 0\$ comptant disponible  
Transport et préparation inclus en location seulement

Voiture la plus vendue  
au Québec en 2003  
- AIAMC



Coupé Civic SE 2004  
illustré

Berline Accord DX 2004

Prix de location

**278\$\***

par mois/pour 48 mois

Taux de financement à l'achat

**2,8%\*\***

**0\$**

dépôt de sécurité

Incluant  
96 000 km • Option 0\$ comptant disponible  
Transport et préparation inclus en location seulement

Meilleure berline  
de sa catégorie  
- Guide de l'auto 2004



Berline Accord SE 2004  
illustré



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

**HONDA**

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE [www.honda.ca](http://www.honda.ca) OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. \*Ces offres portent sur les véhicules neufs 2004 mentionnés ci-après. Période de location 48 mois. Première mensualité exigible. Pour chaque véhicule, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location et, s'il y a lieu, d) la nécessité d'un dépôt de sécurité. Berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1514PX) et coupé Civic DX 5 vitesses (modèle EM2114P) : a) 178\$, b) 2530\$, c) 11 074\$; berline Accord DX 5 vitesses (modèle CM5514PL) : a) 278\$, b) 3578\$, c) 16 922\$. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif. \*\*Les offres de financement sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur l'acceptation du crédit. Taux de 3,8% pour le financement à l'achat ou à la location d'une berline Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle ES1514PX) ou d'un coupé Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle EM2114P) en inventaire pour un terme allant jusqu'à 60 mois à l'achat et 48 mois à la location. Taux de 2,8% pour le financement à l'achat d'une berline Accord DX 5 vitesses 2004 (modèle CM5514PL) en inventaire, pour un terme allant jusqu'à 60 mois. D'autres termes de financement sont offerts. Un versement initial et les taxes applicables pourraient être exigées. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

# ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER  
Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET  
Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Élu par défaut?

**A**vec son revolver pointé vers l'écran, la dernière publicité des libéraux au Canada anglais sombre dans l'ignoble. Elle s'inscrit, mais en pire, dans la droite ligne de la campagne de peur et de diabolisation des conservateurs de Stephen Harper. Elle est une grossière caricature de la réalité. Mais tout, malheureusement, est devenu caricature dans cette élection.

Il est tordu de prétendre, comme le martèlent les libéraux de Paul Martin, qu'un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper s'empresse de remettre en question le droit à l'avortement — pour reprendre un exemple ayant alimenté les débats de la semaine. Mais il est vrai de dire que les conservateurs comptent beaucoup plus de candidats opposés à l'avortement dans leurs rangs que les libéraux. Tout comme ils comptent beaucoup plus de candidats farouchement opposés au mariage entre personnes du même sexe. C'est une réalité mathématique que personne ne peut nier.



Jean-Marc Salvet

JMSalvet@lesoleil.com

Là, cependant, où l'on peut être certain d'assister à des changements si les conservateurs sont élus le 28 juin, c'est du côté du Protocole de Kyoto. Stephen Harper ne cache pas qu'il reniera la signature d'Ottawa s'il devient premier ministre. À nos yeux, il est clair qu'il poserait alors un geste irresponsable. Ce serait comme un pied de nez à la communauté internationale. À trop vouloir s'aligner sur Washington, le chef conservateur priverait le pays d'une position de leader dans le domaine des technologies émergentes de réduction des gaz à effet de serre. Surtout qu'on sait maintenant que la Russie ratifiera le Protocole, ce qui en assurera la mise en vigueur.

Mais il n'y a pas que sur cette question que les positions doctrinaires des conservateurs frôlent l'irresponsabilité. C'est aussi le cas sur le plan économique, où les baisses d'impôts et les nouvelles dépenses qu'ils engageront, qui totalisent 58 milliards \$ sur cinq ans, se fondent sur des surplus budgétaires totalement imaginaires. Les bloquistes croient-ils réellement les conservateurs lorsque ceux-ci affirment qu'ils reconnaissent le déséquilibre fiscal?

Le Bloc québécois a la partie facile dans cette campagne. Il caracole à des sommets inégalés, alors qu'il était au fond du baril avant que n'éclate le scandale des commandites. Autant l'opinion publique était alors injuste envers lui, autant le score qu'il réalise aujourd'hui est démesurément gonflé par la rage envers les libéraux.

Depuis le début de la campagne, les bloquistes ont souvent laissé entendre qu'ils souhaitaient l'élection d'un gouvernement conservateur — pas majoritaire, mais minoritaire. À les entendre, ils représenteraient une véritable force, puisqu'ils auraient la possibilité de faire tomber le gouvernement. Disons-le clairement : dans une situation de gouvernement minoritaire, une opposition, quelle qu'elle soit, ne peut renverser l'équipe ayant reçu le plus de suffrages à la première occasion venue, ni s'amuser à brandir cette menace constamment. Elle a des responsabilités à assumer. L'instabilité politique n'est pas une solution.

Même si Gilles Duceppe n'est pas un adepte de la politique du pire, bien des bloquistes espèrent que la prochaine configuration de la Chambre des communes fera la démonstration que le Québec et le Canada ont intérêt à voter chacun de leur côté. Si ça ne ressemble pas à la politique du pire... C'est de toute façon un refrain que l'on a maintes fois entendu lorsque Jean Chrétien menait les troupes libérales.

Du côté des libéraux de Paul Martin, la déroute est totale. Rien ne va plus. Et on voit bien que la panique, comme la colère, est mauvaise conseillère. Tout le monde connaît l'origine des difficultés : l'indécent scandale des commandites, qui a agi comme un révélateur de la grogne populaire, l'impopulaire budget de Dalton McGuinty et, plus que tout, l'inévitable usure du pouvoir.

### Enfoncé dans des sables mouvants, le PLC a été incapable jusqu'ici de trouver quelque branche de salut que ce soit

Enfoncé dans des sables mouvants, le PLC a été incapable jusqu'ici de trouver quelque branche de salut que ce soit. La vision qu'a Paul Martin de l'avenir des villes est intéressante, mais ce débat s'est pris les pattes dans les relations fédérales-provinciales. Son appel à la réforme des institutions internationales est juste, mais cette question intéresse peu d'électeurs.

L'ancien ministre des Finances ne convainc pas qu'il représente le renouveau. Et pour cause. Il y a eu l'entente sur les congés parentaux, mais il y a aussi eu un plan sur la santé un peu trop paternaliste. Le fameux « nouveau ton » demeure prisonnier de la philosophie générale du PLC, dominatrice et centralisatrice.

Pendant ce temps, la campagne de Jack Layton, un allié potentiel des libéraux si ceux-ci étaient reportés au pouvoir sans majorité, poursuit son petit bonhomme de chemin, mais dans une indifférence quasi totale au Québec. Les voix auxquelles le NPD pourrait aspirer sont accaparées par le Bloc.

Hors le cercle des militants purs et durs, il faut bien constater que les programmes des uns et des autres soulèvent peu d'enthousiasme. Le 28 juin, le choix d'un bon nombre d'électeurs ne se fondera pas sur l'idée d'un « meilleur parti » à envoyer à Ottawa, mais du « moins mauvais ». Encore une fois — mais certainement avec plus de force que jamais —, les Canadiens voteront davantage « contre » que « pour ». Tout est en place pour qu'ils élisent un gouvernement par défaut.

### BILAN DE MI-CAMPAGNE...



### CHRONIQUE

## La gênante aventure de la SGF

**L'**ex-président de la Société générale de financement, Claude Blanchet, s'est plaint du fait que le rapport de la vérificatrice générale, très dur à l'endroit de sa gestion, soit un règlement de comptes politique.

M. Blanchet a parfaitement raison. Les décisions du gouvernement Charest, le congédiement de M. Blanchet à la suite des résultats désastreux de la SGF, la restructuration de la société d'État, le mandat confié à la vérificatrice générale d'analyser le fonctionnement de la SGF, sont effectivement tous des gestes politiques.

Mais comment pourrait-il en être autrement? Le mandat de la SGF, défini par l'État, est, en soi, politique. Le choix de M. Blanchet comme pdg était encore plus politique, non pas parce qu'il était l'époux de la ministre des Finances, mais parce qu'il était un ami du régime choisi pour mettre en œuvre une stratégie d'intervention de l'État incarnant l'idéologie du gouvernement Bouchard et encore plus celle du gouvernement Landry.

Il est d'ailleurs heureux pour M. Blanchet que cette analyse de la SGF ait été de nature politique. Car si sa performance avait été jugée sur une base d'affaires, M. Blanchet n'aurait pas été critiqué, il aurait été crucifié.

On notera, à la lecture du rapport de Mme Doris Paradis, que la vérification n'a pas mis à jour de fraudes, de malversations et n'a rien décelé qui pouvait remettre en cause l'honnêteté et la bonne foi des dirigeants de la SGF.

Mais le scandale, car il y en a un, n'est pas là. Il y a un scandale parce la SGF a affi-

ché une perte nette de 511 millions \$ en 2003 et de 172 millions \$ en 2002, des pertes qui ne se justifient pas. Les manquements administratifs et les carences de gestion décelées par la vérificatrice, correspondent bien aux attitudes et à la culture qui ont pu mener à ce fiasco.

Le problème de fond vient du grandiose projet que caressaient MM. Landry et Blanchet de donner à la SGF une somme d'argent importante, deux milliards de dollars, pour accélérer les investissements, servir de levier économique et contribuer à la création d'emplois.

Ce volontarisme a donné une culture de la fuite en avant dont on voit les effets dans la rémunération des cadres. Ceux-ci, a noté la vérificatrice, ont touché des bonus qui atteignaient 50% de leur salaire même si la société perdait de l'argent. Comment était-ce possible? Parce que les bonus reposaient sur les investissements plutôt que sur le rendement. On imagine les effets pervers : à la limite, il était plus payant de se lancer dans un mauvais investissement que de le bloquer.

Ce même mandat a très certainement engendré une culture messianique. Le fait que la SGF était revêtue d'une mission noble a encouragé un état d'esprit qui menait à tourner les coins ronds, et qui explique sans doute les très nombreuses irrégularités découvertes par la vérificatrice, les études incomplètes, l'absence d'appels d'offres, les contrôles insuffisants des activités des partenaires.

Mais l'élément le plus troublant du rapport, c'est le fait que le conseil d'administration ait été privé d'informations essentielles à la prise de décision. Dans ce man-

quement grave, il est difficile de ne pas voir des manifestations de l'arrogance du pouvoir où M. Blanchet, empereur de son royaume, proche du régime, et donc intouchable, pouvait passer par-dessus des formalités, comme informer son conseil.

Le résultat, c'est l'absence de contrôles et de contre-poids. Qui contrôlait Claude Blanchet? Certainement pas le gouvernement Landry, qui partageait les mêmes enthousiasmes. Ni le conseil d'administration. Dans le rapport de la vérificatrice, on découvre que c'est dans le cas des projets les plus fous de M. Blanchet que l'information aux membres du conseil a été insuffisante : la Gaspésia, de triste mémoire, et deux projets délirants qui n'ont heureusement pas vu le jour, Mosel-Vitellie et le Technodôme.

M. Blanchet a mal réagi au rapport de la vérificatrice. Il est clair que l'ancien patron de la société d'État n'a ni doutes, ni regrets. On l'a sans doute oublié, mais fin février 2003, et donc quelques jours avant le déclenchement des élections, Claude Blanchet, faisant le bilan de son plan quinquennal, disait : « Aujourd'hui on peut dire mission accomplie. » Quelques mois plus tard, on découvrait l'étendue du désastre.

Encore cette semaine, incorrigible, M. Blanchet parlait des 56 000 emplois créés par la SGF, un chiffre gênant, amalgame indigeste de vraies créations d'emplois, d'emplois sauvegardés, d'emplois qui auraient été créés de toutes façons, mais qui est bien typique de la grandiloquence de sa gestion.

Maintenant, M. Blanchet songe à des poursuites pour atteinte à sa réputation. Ce serait le plus beau cadeau qu'il pourrait faire au gouvernement Charest. Quand on contribue à des pertes de trois quarts de milliards de dollars, que doivent absorber les fonds publics et donc les citoyens, la sagesse impose le silence.



Alain Dubuc

ADubuc@lesoleil.com  
Collaboration spéciale

### CARREFOUR DES LECTEURS

#### En attente d'une biopsie...

Je croyais que le docteur Philippe Couillard avait dit que nous pouvions trouver dans Internet l'endroit où obtenir les soins médicaux dans les meilleurs délais possibles. Pour un des cancers qui tue le plus d'hommes au Québec, il n'y a pas de publication de liste d'attente sur le site du ministère. Je sais depuis avril 2004 que je puis être porteur d'un cancer de la prostate. Comme je ne subirai pas de biopsie avant le mois d'août, il s'écoulera 21 semaines avant qu'on le sache pour sûr et que l'on discute du traitement. Et là encore, d'autres délais seront nécessaires. C'est tout à fait inacceptable! Le pire, c'est que la loi m'empêche de me faire traiter dans des délais raisonnables.

C.M.  
Québec

#### Déçu du débat

J'ai écouté à la radio une partie du débat entre le maire de Québec et le chef de l'opposition. Cela m'a déçu car ça ne contribuera pas à faire réfléchir sur les vrais enjeux de la défusion. On se serait cru à une élection à la mairie, car l'argumentation de M. Langlois était toujours ramenée à la personne du maire. C'est dommage qu'il ne fasse pas la différence. M. Langlois a encore démontré à quel niveau il place le débat.

c'est à dire bas. Ses attaques personnelles envers le maire visaient sans doute à cacher ses faibles arguments en faveur de la ville « démembrée ».

Là où je demeure, au nord-est de l'arrondissement de Beauport, j'ai constaté aucune différence dans la prestation des services municipaux. J'ai même trouvé le déneigement plus efficace considérant l'hiver difficile que nous venons de subir! Je ne vois pas en quoi les propos de M. Langlois sont crédibles car il n'avait pas d'exemples concrets à présenter. Sa conclusion était renversante en clamant quelque chose du genre « Votez oui, si vous voulez que vos rues soient bien déneigées ». Tant qu'à y être, il aurait pu promettre qu'il ne neigera pas l'hiver prochain!

Daniel Chouinard  
Arrondissement de Beauport, Québec

#### Faites le un, le deux, le trois...

Ma famille et moi déménageons le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Comme il nous est fortement recommandé de faire nos changements d'adresse à l'avance, et que cette responsabilité m'incombe pour les trois personnes qui résident sous le même toit, je me fais souvent répondre que la personne concernée doit faire son changement d'adresse elle-même, à cause de la loi 65 sur la confidentialité des renseignements personnels.

Croyez-vous que quelqu'un qui part travailler vers 6 h le matin pour en revenir vers 6 h le soir, sinon plus tard, a le temps de faire ces démarches, surtout quand il faut se battre avec des boîtes vocales, faites le 1, le 2, le 3, le 4 ou tout autre numéro à n'en plus finir?

Croyez-vous également qu'un enfant peut faire un changement d'adresse? Alors au diable la loi 65 sur la confidentialité des renseignements personnels, avec tous les sondages téléphoniques qui me demandent des informations personnelles, tel le revenu du ménage, l'âge des résidents, leur lieu de travail. J'en ai eu trois le même soir la semaine dernière!

Thérèse Goulet  
Québec

#### ÉCRIVEZ-NOUS!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle?

Écrivez-nous à  
opinion@lesoleil.com

Adresse postale:  
Carrefour des lecteurs,  
Journal LE SOLEIL,  
925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,  
Succ. Terminus, Québec, G1K 7J6  
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

# OPINIONS

COMMENTAIRE

## L'extrême centre

L'auteur est chercheur associé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il peut être joint à [paquetg@uottawa.ca](mailto:paquetg@uottawa.ca).

Au Canada, la plupart des partis politiques sont groupés à l'extrême centre. Il faut beaucoup d'imagination pour inventer des différences majeures entre « méchants » et « gentils », là où dièses, bémoles et adverbos seraient suffisants.



Gilles Paquet

En chute dans les intentions de vote, le Parti libéral cherche à présenter l'adversaire conservateur comme un dangereux intégriste dans certains dossiers éthiques. Stephen Harper serait une sorte d'antéchrist susceptible de détruire le pays. C'est bien mal connaître nos institutions démocratiques, et leur faire bien peu confiance. En élisant un premier ministre, les Canadiens ne se choisissent pas un directeur de conscience ou un dictateur, mais simplement un animateur.

Trois exemples donnent le ton. Le critique officiel en santé du Parti conservateur parle de counseling pour les femmes considérant la possibilité de se faire avorter. Réaction programmée au quartier général du Parti libéral: une

ribambelle de femmes ministres libérales (présentes et passées) dénoncent ces propos effrayants, méprisants pour les femmes, et mettant en danger leurs droits acquis. Pure hypocrisie: le « consentement éclairé » est nécessaire dans le cas de toute opération chirurgicale (et jusqu'à nouvel ordre l'avortement est une opération chirurgicale). Or comment arrive-t-on à un consentement éclairé sans counseling? Cela constitue une pratique normale entérinée par les collèges des médecins. L'hystérie des femmes ministres libérales cherche simplement à faire croire indûment que le Parti conservateur veut remettre en cause le droit à l'avortement alors même que Stephen Harper dit clairement ne pas vouloir rouvrir ce dossier.

Même hypocrisie dans le dossier du « mariage » entre personnes de même sexe. Le gouvernement libéral aurait pu résoudre ce problème facilement en portant en appel certaines décisions de cours provinciales (qui ont statué que la définition du mariage comme une union d'un homme et d'une femme violait la Charte canadienne des droits et libertés). Il ne l'a pas fait, préférant proposer à la Cour suprême un projet de loi qui entérine le mariage entre conjoints de même sexe malgré la controverse que cela créait. Stephen Harper propose de revenir à la case départ et de poser la question originale. Est-ce que la loi actuelle est en violation de la Charte?

Or, il est à peu près certain que la Cour suprême dira non et entérinera la notion traditionnelle du mariage. En effet, l'article 1 de la Charte garantit aux citoyens du Canada les droits et libertés « dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique ». Or, la définition de mariage en usage au Canada correspond à celle qui a cours dans plus de 180 autres pays dans le reste du monde. On peut donc croire que, quel que soit le parti au pouvoir, mariage et union civile seront deux façons de traiter, dans le respect et la dignité, deux formes d'union considérées comme différentes.

Finalement, pourquoi cette panique des Libéraux quand le Parti conservateur propose plus de votes au Parlement permettant aux députés de voter selon leur conscience plutôt que selon les diktats du parti? N'est-ce pas là s'attaquer au déficit démocratique et redonner aux élus leur fonction législative? Et quand Stephen Harper déclare que, si jamais la Cour suprême devait trancher une question épineuse d'une manière qui est incompatible avec la volonté du parlement, il n'hésiterait pas à utiliser la clause « nonobstant », parce que, en démocratie, ce sont les élus qui doivent décider en dernière instance, comment expliquer que la meute libérale crie au meurtre? Serait-ce qu'elle craint la démocratie? Qu'elle méprise l'intelligence collective de la Chambre des communes?



En chute dans les intentions de vote, le Parti libéral cherche à présenter l'adversaire conservateur comme un dangereux intégriste dans certains dossiers éthiques. Stephen Harper serait une sorte d'antéchrist susceptible de détruire le pays.

Sur les questions épineuses, la population est divisée, et la plupart des partis politiques aussi. La notion traditionnelle du mariage entre personnes de sexe différent a été défendue aux Communes par huit ministres du cabinet libéral et plus de 50 députés libéraux. Ces questions doivent être débattues librement au Parlement par les représentants du peuple de tous les partis. Et aucun des partis n'est composé de pestiférés: présenter toute collaboration du PC avec le BQ comme une abomination comme le fait le Parti libéral est une aberration. Pas question qu'une minorité, quelle qu'elle soit, impose ses préférences. Mais pas question d'exclure la

participation de qui que ce soit non plus à la gouvernance du pays.

Les institutions démocratiques canadiennes sont résilientes: un nombre suffisant de mécanismes de contre-poids, un certain coefficient d'inertie, un mélange d'éléments progressistes et conservateurs à toutes les étapes — voilà de quoi immuniser le système contre la tyrannie des minorités. Les citoyens canadiens choisissent donc l'extrême centre de toutes manières. Reste à savoir si leurs choix spécifiques seront guidés par un réflexe de peur, ou par une certaine confiance dans l'encadrement incontournable de leurs institutions démocratiques.

CHRONIQUE POLITIQUE

## Bon golf

Les vacances d'été débuteront particulièrement tôt cette année pour les membres de l'Assemblée nationale. Les travaux devraient être ajournés dès le jeudi 17 juin, et le gouvernement étire même les choses pour se rendre jusque là, ne serait-ce que pour sauver les apparences. Cette semaine, les députés ont bien sûr siégé en commissions parlementaires, mais les travaux au Salon bleu ont à quelques occasions été ajournés avant l'heure du dîner jusqu'au lendemain matin, du rarement vu à l'Assemblée nationale en fin de session.

Le gouvernement ne veut pas revenir en Chambre après les référendums du 20 juin sur les défusions municipales. Le menu législatif est d'autre part exceptionnellement mince. Toute la stratégie suivie au cours des six derniers mois visait à éviter de faire des vagues, dans l'espoir d'enrayer l'insatisfaction galopante à l'endroit du gouvernement. L'utilisation du bâillon en décembre dernier pour forcer l'adoption des projets de loi modifiant l'article 45 du Code du travail pour faciliter la sous-traitance et sur les fusions d'accréditations syndicales en milieu hospitalier a conduit à des perturbations sociales coûteuses pour la popularité du gouvernement Charest. Il n'était pas question de piloter au cours de la présente portion de session d'autres pièces législatives susceptibles de heurter de front des groupes de pression. Le gouvernement a plutôt cherché à jeter des ponts vers les organisations syndicales et à rétablir le dialogue avec la population. Suivant leur philosophie, les libéraux sont d'ailleurs moins interventionnistes que les gouvernements péquistes; ils légifèrent donc toujours moins que leurs vis-à-vis.

Il y a néanmoins des limites à faire passer les intérêts partisans avant ceux de la population et à se transformer en fantômes, en misant de regagner des appuis en se faisant oublier. Une multitude de groupes dans la société attendent des réformes dans le sens d'engagements pris par les libéraux avant les dernières élections. Pensons seulement aux citoyens des régions à qui on a fait miroiter un nouveau partage des responsabilités entre les ordres gouvernementaux et même de généreuses redevances, ou à la réingénierie de l'État qui progresse à pas de tortue.

### LA CHAISE MUSICALE

La vraie question qui hante les élus libéraux ces jours-ci est cependant de savoir si le premier ministre procédera à un remaniement ministériel avant la Saint-Jean, et si oui quelle ampleur prendra celui-ci. Il est acquis que les détenteurs des postes-clés au Conseil des ministres, comme Yves Séguin aux Finances, Monique Jérôme-Forget au Conseil du trésor, Philippe Couillard à la Santé, Pierre Reid à l'Éducation ou Michel Audet au Développement économi-

que ne seront pas déplacés. Il n'y a aucune nécessité et ce serait une erreur de toucher à la colonne vertébrale du Conseil alors que ces ministres commencent tout juste à maîtriser les appareils gigantesques dont ils sont responsables. À partir de ce constat, un éventuel remaniement ne peut donc être qualifié de vraiment majeur.

Des ajustements s'avèrent néanmoins nécessaires, à la suite de la démission du ministre de la Justice, Marc Bellemare, et pour corriger quelques faiblesses

criantes. Le nouveau ministre de la Justice, Jacques Dupuis, est à l'aise dans ces fonctions et il est une valeur sûre. Mais il est aussi leader du gouvernement à l'Assemblée, une fonction très partisane qui se marie mal avec celle de ministre de la Justice, astreint à un devoir de réserve. Son collègue de l'Environnement, Thomas Mulcair, déjà leader adjoint, devrait monter de grade et devenir le chef d'orchestre des travaux parlementaires. Le premier ministre pourrait en profiter pour scinder les postes de ministre de la Justice et de procureur général, fonction qui sortira du champ politique. La décision est déjà prise.

Le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Pares, Pierre Gobeil, appelé à remplacer Sam Hamad aux Ressources naturelles pendant la longue absence de ce dernier pour des raisons de santé, a remis de l'ordre et de l'aplomb dans la tour de Babel laissée par son collègue. Jean Charest devrait rendre permanente cette affectation et confier une responsabilité allégée à M. Hamad.

Les spéculations les plus vives portent sur le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, amoché par la crise autochtone de Kanesatake (souvent très injustement), la remontée de l'expérimenté Pierre Paradis dont les talents auraient été bien utiles au cours de la dernière année et la meilleure utilisation à faire pour le reste du mandat de l'habile Jean-Marc Fournier, après les référendums sur les défusions.

Les derniers mois ont été à peu près perdus. Le gouvernement Charest doit maintenant profiter de l'été pour préparer un nouveau départ à l'occasion de la rentrée automnale.



Le gouvernement de Jean Charest doit profiter de l'été pour préparer un nouveau départ à l'occasion de la rentrée automnale.

LETTRE DU SAMEDI



« Les grands partis ont tous leurs stratégies pour attirer ces voix qu'on a trop longtemps laissées pour compte. Une véritable manne pour les assoiffés de votes surtout quand le vote des moins de 30 ans représente 16% du vote total », écrit M. Ruel.

LE VOTE DES JEUNES...

## Pas si « cool » ni si le « fun » !

Pourquoi faut-il descendre aussi bas pour inciter les jeunes à voter?

Jean-Philippe N. Ruel

L'auteur est candidat à la maîtrise en relations internationales à l'Université Francisco Marroquín du Guatemala. Il habite Saint-Ferdinand et il a 34 ans.

« Allez les jeunes, allez voter... c'est cool pis c'est l'fun ! » Quelle erreur ! Et quel mépris pour la démocratie ! En être rendu à réduire le vote à quelque chose de cool ou de l'fun. Pourquoi faut-il descendre aussi bas pour inciter les jeunes à voter ? Serait-ce que l'imagination de nos politiciens a atteint ses limites ? Depuis le début de la campagne, on assiste à une « Révolution juvénile électorale ». Un nombre jamais vu d'organisations en tout genre se sont lancées le mot : sortir le vote des jeunes. On utilise toutes les astuces possibles et imaginables, jusqu'à associer le vote avec... le sexe. Comme à Edmonton où le slogan est *Democracy is sexy!*

Les grands partis ont tous leurs stratégies pour attirer ces voix qu'on a trop longtemps laissées pour compte. Une véritable manne pour les assoiffés de votes, surtout quand le vo-

te des moins de 30 ans représente 16% du vote total. Intéressant surtout pour le Bloc québécois quand, selon les statistiques, la majorité des jeunes au Québec tendent à voter pour un parti souverainiste. On va jusqu'à chercher les votes dans les bars !

**Un vote est quelque chose de réfléchi et de sérieux, voire même « plate » et long. Mais c'est quelque chose d'important et de conséquent**

Non ! Un vote, ça n'a rien de cool ni rien de l'fun. Pourquoi prendre les jeunes pour des cons ? C'est quelque chose de réfléchi et de sérieux, voire même plate et long si vous avez à attendre en file indienne... sous la pluie ou le froid. Mais c'est quelque chose d'important et de... conséquent. Un vote, c'est la démocratie qui parle. C'est le gouvernement,

celui qui prend les décisions, représenté à sa plus simple expression, chacun de nous. C'est choisir librement celui ou celle qui nous gouvernera pour les quatre ou cinq prochaines années. C'est la possibilité de mettre son grain de sel dans le processus d'approbation des normes juridiques, ces lois qui nous touchent TOUS, chaque jour, chaque instant. Se foutre de la démocratie, du vote et de la politique, c'est tout simplement se foutre de la communauté, des gens qui nous entourent, voire même de soi.

Une telle décision doit se faire avec réflexion. C'est la façon de gérer l'État qui est en jeu, donc les services sociaux, l'économie, les relations internationales. Notre vie (jusqu'à un certain point) en dépend. Une mauvaise gestion et ce sont des emplois qui tombent... peut-être le vôtre ou votre futur emploi. C'est cela qu'il faut dire aux jeunes. Pas que c'est cool ou c'est l'fun, mais les sensibiliser à ce que représente vraiment un vote. Et que plus il y en aura, plus notre société se sentira mieux.

## SCIENCE

## « Le Jour d'après » : la science sur la glace

(Agence Science-Presse) — Le dernier des blockbusters américains est sur toutes les bandes-annonces des salles de cinéma : une gigantesque ère glaciaire frappe la planète avec une rapidité foudroyante. Et depuis un mois, les climatologues sont appelés à la rescousse : parce que, les producteurs sont bien fiers de le souligner, leur film s'appuie sur des bases scientifiques.

Vrai ou faux? Vrai : la fonte des glaces de l'Arctique pourrait effectivement, en théorie, inverser ce courant marin de l'Atlantique qui transporte les eaux chaudes de l'équateur vers le nord, à travers le Gulf Stream. Et si ce courant marin s'inverse, c'est effectivement une vague de froid qui va redescendre l'Atlantique, depuis le Nord-Est vers le Sud-Ouest, refroidis-



Ce que le film « Le Jour d'après ne dit pas », c'est qu'un pareil changement climatique s'opérerait sur des décennies.

sant du même coup une bonne partie de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Le Centre Hadley à Exeter (Royaume-

Uni) a même publié ces dernières années des simulations d'une telle catastrophe environnementale : on y a

prend qu'une telle interruption, ou une inversion, du Gulf Stream, signifierait que l'Europe occidentale serait plus froide de quelque 5°C.

Mais que les bases scientifiques soient vraies ne signifie pas que le scénario soit réaliste. Car ce que le film *Le Jour d'après* ne dit pas, c'est qu'un pareil changement climatique s'opérerait sur des décennies. Ou des siècles. Dans le film, il survient en... une semaine.

Les hélicoptères qui tombent comme des mouches parce que leur carburant a gelé dans le blizzard qui submerge tout à coup New York? Pas sur notre planète, en tout cas.

Même étalée sur des décennies, une telle inversion est-elle seulement possible? Plusieurs climatologues croient que c'est ce qui s'est produit il y a

13 000 ans, provoquant, cette fois-là, un réchauffement : la fin de l'ère glaciaire. Plusieurs climatologues n'y croient pas. Les concepteurs du film ont choisi l'hypothèse qui convenait à leur scénario. Et ils ont aussi choisi de faire passer le refroidissement de cinq degrés à 13 degrés — un rien!

« Nous avons réduit la période de temps à l'intérieur de laquelle un âge glaciaire pourrait se produire pour des raisons de dramatisation », résume à l'intention des journalistes perplexes le producteur Mark Gordon. Un euphémisme.

Le film aura coûté 125 millions \$. De quoi payer bien des recherches et bien des études sur le réchauffement global qui rend encore si sceptique la Maison-Blanche...



## LE QUÉBEC AU COMPLET EMMÉNAGE

Passez nous voir au  
[www.Sympatico.MSN.ca](http://www.Sympatico.MSN.ca)

Les Québécois ont maintenant une seule et même adresse.

Sympatico de Bell et MSN, maintenant réunis à une seule et même adresse où vous trouverez tout ce qui vous intéresse.

Participez au concours « Surfez sur la vague »

Plus de **75 000\$**  
en prix à gagner.\*

\* Aucun achat requis. Concours ouvert aux résidents du Québec de 18 ans et plus qui ont ramassé les 14 jetons sur le portail Sympatico MSN. Règlement disponible au [www.Sympatico.MSN.ca](http://www.Sympatico.MSN.ca).  
38 prix à gagner d'une valeur allant de 650\$ à 48 350\$. Le concours se termine le 29 juin 2004.  
Microsoft, MSN et le logo MSN sont soit des marques déposées, soit des marques de Microsoft corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.  
Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada.

Sympatico  
msn